



Canadian
Bureau for
International
Education

Bureau
canadien de
l'éducation
internationale

Présentation à Affaires mondiales Canada

Consultations sur l'Examen de l'aide internationale du Canada

Bureau canadien de l'éducation internationale

Juillet 2016



Canadian
Bureau for
International
Education

Bureau
canadien de
l'éducation
internationale

Le Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI) est heureux de présenter ce dossier à Affaires mondiales Canada dans le contexte de ces consultations pour examiner la politique d'aide internationale du Canada.

À propos du BCEI

Le BCEI est l'organisation nationale à membres et à but non lucratif qui se consacre à la politique, à la pratique, au développement et à la défense des intérêts en éducation internationale. Ses membres sont répartis au Canada et comprennent plus de 150 universités, collèges, instituts, conseils et commissions scolaires et écoles de langues (Annexe A). Le BCEI est convaincu que l'éducation internationale est l'une des meilleures façons de créer un état de compréhension entre les peuples et d'établir des liens politiques, culturels et économiques durables entre les nations. Le BCEI fait avancer les liens d'éducation du Canada dans le monde entier en créant et mobilisant expertise, savoir, opportunités et leadership, en se basant sur ses valeurs fondamentales : l'équité, la qualité, l'inclusion et les partenariats.

Le BCEI a facilité, conçu et mis en œuvre plus de 100 projets d'une valeur de 2,2 milliards de dollars au Canada et à l'étranger dans 60 pays et 17 langues. Citons parmi eux un grand nombre de programmes différents financés par le gouvernement du Canada dans des secteurs comme la gouvernance, le développement de la société civile, la réforme de l'éducation, la consolidation de la paix en éducation et la formation et le perfectionnement de la direction au moyen de bourses et de mentorat.

L'expérience du BCEI a montré que les partenariats et l'échange de connaissances et d'expertise sont les moyens les plus efficaces d'appliquer des solutions durables motivées à l'échelle locale. Ses perspectives sur le développement s'ancrent dans le renforcement des capacités et l'autonomisation à l'échelle locale plutôt qu'à l'imposition de solutions étrangères. La reconnaissance et l'appréciation de la diversité culturelle et de l'expérience se trouvent au cœur de tous les programmes du BCEI.

Le BCEI s'allie régulièrement aux administrations gouvernementales, décideurs, organisations de la société civile et dirigeants communautaires à l'échelle nationale, régionale et locale dans le monde, notamment dans les pays en transition. Le BCEI joue le rôle de facilitateur des partenariats et de transmetteurs de connaissances et de pratiques d'excellence entre les établissements canadiens du secteur public et leurs homologues étrangers. Le BCEI a une longue expérience de la prestation de programmes en cas de grands bouleversements politiques dans des pays partenaires.



Canadian
Bureau for
International
Education

Bureau
canadien de
l'éducation
internationale

Réponse du BCEI à l'examen

Le BCEI s'engage à faire transparaître les priorités de ses membres au moment d'interagir avec le gouvernement du Canada sur les plans des politiques et des programmes. En réponse au lancement, le 18 mai, d'un examen public par le gouvernement du Canada pour renouveler le cadre de financement et de politique d'aide internationale du Canada, le BCEI a demandé activement l'opinion de ses membres et a encouragé la discussion entre ses membres pour rassembler assez d'opinions concrètes sur les principaux domaines stratégiques d'aide internationale actuellement à l'étude. L'organisation a organisé une série de webinaires et invité les contributions écrites de chercheurs en développement et praticiens d'expérience dans ses établissements, ainsi que de partenaires internationaux à l'étranger, pour étayer ce dossier. Le BCEI a aussi accueilli les commentaires de ses membres sur le rôle possible des établissements canadiens d'enseignement pour faciliter le programme d'aide internationale à l'avenir.

Maintenant que ce processus est terminé, le BCEI propose quatre recommandations concrètes correspondant aux commentaires reçus de ses membres, ainsi qu'à sa propre expérience de grand partenaire de développement du gouvernement du Canada. En outre, l'annexe B procure également un résumé des grandes réflexions de représentants d'établissements membres dans chacun des domaines stratégiques de développement dégagés.

Le dossier du BCEI s'appuie sur son premier dossier récemment déposé auprès du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international sur les pays d'intérêt pour l'aide au développement du Canada.



Canadian
Bureau for
International
Education

Bureau
canadien de
l'éducation
internationale

Recommandations

En se basant sur ces 50 ans d'expérience du service de pays en voie de développement grâce à l'instruction, au renforcement des capacités, à la formation et au mentorat dans différents domaines, le BCEI propose avec le plus grand respect les recommandations et points de vue suivants.

1. Exploitation du potentiel de l'éducation en développement

L'éducation est à la base de l'autosuffisance pour les particuliers, les familles et les pays. Le BCEI cherche à contribuer à l'atteinte du Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment des objectifs liés à l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et à la promotion de possibilités d'apprentissage tout au long de la vie (objectif 4). De l'avis du BCEI, l'Objectif 4 ne peut être atteint qu'avec un engagement stratégique motivé mettant l'éducation au cœur des programmes canadiens de développement.

Le Canada peut se vanter d'un avantage comparatif dans différents domaines qui sont critiques au développement, parmi lesquels l'éducation (à tous les niveaux) fait excellente figure. Le fait de promouvoir une éducation de qualité, d'échanger des pratiques d'excellence et de faciliter un dialogue continu entre les décideurs, les praticiens et les chefs de file de l'éducation peut avoir des retombées sur tout le système dans la plupart des secteurs. Sans parler de l'Objectif 4, l'éducation et la formation sont des bases essentielles à presque tous les Objectifs du Programme à l'horizon 2030.

Il est impossible d'éradiquer la faim sans renforcer les capacités de gestion d'agriculture et de pêche durables. Il n'est pas non plus possible d'atteindre des eaux propres et l'assainissement sans les connaissances et l'expertise nécessaires pour bâtir les systèmes qui les apporteront. Les raisons abondent de faire de l'éducation un élément central de notre aide au développement.

L'accès universel à une éducation primaire et secondaire de qualité pour tous les garçons et les filles est une première étape vitale. Mais le Canada ne doit pas s'arrêter là. Nous devons donner de la formation en compétences nécessaires en milieu de travail pour résoudre les problèmes de chômage des jeunes. Nous devons faciliter la scolarité dans les camps de réfugiés pour éviter de perdre une génération. Nous devons aider à développer le talent dans les pays en voie de développement afin de les aider à entrer dans une économie du savoir mondiale. Nous devons assurer l'accès des femmes aux études supérieures et à la formation en leadership pour veiller à la durabilité de l'égalité entre les sexes.

À ce jour, le Canada n'a pas encore pleinement exploité le potentiel de ses établissements d'apprentissage au moment de contribuer au développement international. Les universités, collèges, écoles primaires et secondaires (des établissements synonymes d'inclusion, d'innovation et de qualité) ont le potentiel de servir de détonateurs dynamiques du changement dans le cadre de l'aide technique du Canada à l'étranger dans



tous les domaines stratégiques. Les établissements d'enseignement ne servent pas seulement de centres d'innovation et de savoir dans la société, ils fournissent aussi un forum concret et constructif de rassemblement où les partenaires et les communautés peuvent échanger et améliorer les vies par-delà les frontières. Il existe déjà un éventail de partenariats avec des établissements dans des pays en voie de développement qui ont été bâtis par des établissements canadiens d'enseignement. Ces liens durables de longue date procurent une base solide sur laquelle s'appuyer pour assurer davantage d'aide et sont assez souples pour contribuer au renforcement du développement dans des secteurs critiques, aujourd'hui et demain.

RECOMMANDATION :

Dans l'objectif d'exploiter le potentiel de l'éducation dans le développement, le BCEI recommande que le gouvernement du Canada établisse une grande orientation stratégique en désignant l'éducation comme :

- A. un secteur d'intérêt sans équivoque pour des programmes ciblés dans des pays partenaires;
- B. un thème transversal commun à tous les programmes d'aide au développement international du Canada.

2. Des investissements novateurs en éducation dans le développement

Les sociétés pacifiques, inclusives et saines ont besoin de leadership efficace dans tous les secteurs, y compris les secteurs stratégiques de gouvernance, du pluralisme, de diversité et des droits de la personne, de croissance économique et changements climatiques propres, de santé et des droits des femmes et des enfants, et de paix et sécurité. Les investissements du Canada en aide à l'étranger doivent nécessairement contribuer à développer et mentorer

Le Programme canadien de bourses de la Francophonie est un programme de bourses conçu pour renforcer les capacités institutionnelles grâce à la formation des ressortissants de 37 pays en développement membres de la Francophonie et bénéficiaires de l'aide publique au développement du Canada.

L'objectif à long terme du programme est de promouvoir le développement des pays bénéficiaires en accordant la priorité à l'amélioration des compétences du personnel des collèges et des universités dans le domaine de l'enseignement et de la recherche, et à l'accroissement et le renforcement des compétences au moyen de la formation de spécialistes et de gestionnaires des secteurs public et privé.

La mise en œuvre du programme doit être fondée sur les principes des besoins prioritaires de formation dans le cadre du renforcement institutionnel des pays participants et en fonction des critères d'admission des institutions hôtes. Les bourses sont destinées à des candidats particulièrement méritants et motivés qui occupent un poste clé dans leur institution et dont les compétences et l'expérience acquises auront des effets positifs durables sur les domaines d'activité dans lesquels ils travailleront après leur retour dans leur pays.



Canadian Bureau for International Education
Bureau canadien de l'éducation internationale

les nouveaux chefs de file mondiaux. De l'expérience du BCEI, l'une des meilleures contributions au renforcement de cette capacité humaine pour le développement passe par des investissements novateurs en éducation.

Le BCEI a mis au point des approches novatrices à l'éducation et à la mobilité des étudiants qui ont le potentiel de jouer un grand rôle dans le renforcement des capacités humaines pour le développement. Les programmes de bourses comme le Programme canadien de bourses de la Francophonie (PCBF) et le programme de bourses pour les leaders africains de demain (LAD), financés par le gouvernement du Canada, proposent une façon efficace de procurer de l'aide ciblée dans n'importe quelle région. Ils servent à établir un lien entre les chefs de file régionaux et les chefs de file mondiaux. De plus, ils permettent de sensibiliser davantage de personnes et d'accroître les retombées des investissements canadiens d'aide à l'étranger, une façon d'équilibrer la démarche du Canada, qui profite depuis longtemps à un nombre relativement petit de pays. En outre, les bourses stratégiques de recherche, comme le Public Policy Knowledge Network (PPKN, ou Réseau de connaissances en politique publique), servent d'outils important de renforcement des capacités pour promouvoir les progrès sociaux et économiques en termes politiques tout en servant, en parallèle, à faire le lien entre les maîtres à penser régionaux et mondiaux en résolution de problèmes en collaboration, notamment quand ces investissements sont opérationnalisés à l'échelle locale, dans le pays partenaire.

Créateur et administrateur du PPKN (2003-2008), le BCEI a facilité le renforcement des capacités de politique publique de Géorgie et des écoles d'administration publique de Transcaucasie (Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan). Le BCEI, en partenariat avec ses établissements membres, a conçu et assuré des cours de formation en service à des représentants désignés de gouvernement de la région, les équipant ainsi de ce dont ils avaient besoin pour s'attaquer aux difficultés locales et régionales de politique. Ce programme de bourses de politique était en lien direct à l'apport d'aide technique canadienne dans de grands domaines stratégiques censés faire avancer la réforme dans la région à moyen terme. Les retombées nettes du PPKN ont été à la fois de renforcer le leadership dans le pays et de résoudre les problèmes de politique en collaboration dans la région de Transcaucasie.

Le programme de bourses pour les leaders africains de demain (LAD) aide les jeunes professionnels africains à devenir des chefs de file de politique publique et d'administration publique. Ce programme octroie des bourses complètes aux femmes et aux hommes de 48 pays d'Afrique subsaharienne afin qu'ils puissent suivre une maîtrise d'administration publique, de politique publique ou de finances publiques au Canada. Un élément supplémentaire de formation continue procure plusieurs opportunités novatrices d'améliorer et maximiser l'expérience des boursiers au Canada. Les candidats doivent présenter une difficulté réelle de politique publique de leur pays sur laquelle ils aimeraient travailler avec un mentor potentiel pendant leurs études. Cette participation des boursiers à la gouvernance sociale et économique et aux dialogues stratégiques, quand ils présentent leur étude de cas à leurs collègues au Canada et à l'international, améliore leur capacité et leur confiance à devenir des chefs de file novateurs et efficaces à leur retour en Afrique.



De plus en plus de preuves concrètes indiquent que les bourses ont des retombées positives sur le leadership des pays partenaires. De plus en plus d'attention est accordée à la création de programmes pour veiller à l'intégralité de la connexion au pays d'origine, qui atténue efficacement les risques éventuels d'« exode des cerveaux ». Dans le PCBF et le LAD, par exemple, les candidats doivent être des employés dont les établissements ou organisations du secteur public et de la société civile s'engagent à les réintégrer et à exploiter leur nouvel apprentissage à leur retour. Grâce au mentorat et à d'autres programmes auxiliaires novateurs, le programme de mentorat encourage les relations humaines et une présence soutenue dans le pays pour le Canada.

L'expérience que le BCEI a de ces programmes a prouvé qu'il existe des façons tout à fait particulières pour les programmes de bourses de servir simultanément à faire progresser les priorités canadiennes de développement, commerce et diplomatie et à avoir des retombées économiques positives à long terme. Les programmes de bourses (surtout ceux qui sont régionaux) permettent au gouvernement du Canada de proposer des programmes de développement rentables. En outre, ces programmes peuvent être souples pour qu'ils puissent être adaptés facilement en cas d'évolution des réalités politiques, économiques ou environnementales, ce qui contribue à atténuer les risques potentiels des programmes. Ces programmes novateurs d'investissement en éducation adoptent une démarche souple qui permet une pause du soutien (ou son recadrage) en cas de bouleversement dans un pays donné ou dans un secteur où il est difficile ou impossible de procéder aux autres activités financées comme prévu.

Les programmes novateurs d'investissement en éducation répondent aussi directement aux priorités d'aide au développement qui consistent à faire avancer la démocratie, à stimuler la croissance économique durable et à assurer l'avenir des enfants et des jeunes. Ils contribuent notamment à renforcer les bases économiques nécessaires pour encourager la lutte contre la pauvreté en renforçant la gouvernance, l'élaboration de politique et la gestion des finances publiques à l'échelle nationale, régionale et locale et en améliorant les cadres et systèmes juridiques et réglementaires pour stabiliser les économies. Ces programmes contribuent aussi à la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale conçue pour maintenir et améliorer la position du Canada dans le monde en études supérieures et stimuler la croissance économique et la prospérité au Canada comme à l'étranger.

RECOMMANDATION :

Le BCEI recommande que le gouvernement du Canada utilise des programmes novateurs d'investissement en éducation pour atteindre des résultats durables en développement, notamment des investissements en programmes de bourses régionaux et sectoriels pour promouvoir la formation des dirigeants, la résolution de problèmes politiques en collaboration, les liens humains et la présence du Canada au pays/dans la région dans tous les secteurs et sociétés.



3. Facilitation du renforcement des capacités des systèmes d'éducation dans les pays en voie de développement

Couvrant 10 provinces et 3 territoires, les établissements canadiens (du primaire aux universités et collèges) ont des milieux d'apprentissage très différents. Dans tout le secteur de ces établissements, des pratiques d'excellence et innovations sont nées qui contribuent à veiller à la continuité de la modernisation du système canadien d'éducation et, par extension, ont entraîné des résultats d'apprentissage élevés et des opportunités holistiques d'apprentissage pour les étudiants. Ces pratiques comprennent des modèles et démarches efficaces de gestion des établissements, de l'apprentissage basé sur les résultats et centré sur les étudiants, des démarches pédagogiques novatrices (surtout l'instruction de la création d'entreprise, l'entreprise motivée par les étudiants, et l'enseignement de l'engagement mondial). Les établissements canadiens d'enseignement (nos universités, collèges, polytechniques, cégeps et conseils et commissions scolaires) servent de microcosmes institutionnels aidant les étudiants à renforcer leurs capacités et leurs compétences. Ces milieux d'apprentissage dynamiques donnent les moyens aux étudiants d'adopter des attitudes, compétences et connaissances pratiques et expériences qui mènent à la responsabilité sociale. De plus, les établissements canadiens d'enseignement supérieur sont au cœur d'un écosystème de mobilisation du savoir, industrie et communautés où les partenariats sont exploités entre ces établissements et les communautés au sens large pour promouvoir la participation, la modernisation et l'innovation dans la société.

Pour faire un lien entre les établissements canadiens et ceux de pays en voie de développement, le BCEI pense que l'échange professionnel et l'apprentissage à l'échelle de l'établissement et à celle d'égal à égal contribueront à la modernisation durable des systèmes d'éducation pour ce qui est de l'amélioration des systèmes, procédés et cadres normatifs juridiques. Il faut aussi rechercher des partenariats avec des ministères du secteur de l'éducation publique dans l'objectif de renforcer la qualité de l'instruction primaire et secondaire, ainsi que dans le secteur de la formation technique et professionnelle.

Le BCEI travaille activement dans les pays en transition depuis 25 ans, contribuant à la modernisation du secteur public. Le BCEI sait que la croissance économique durable d'un pays dépend largement de la capacité des grandes institutions à procurer un cadre et le stimulus nécessaires à la croissance et à l'innovation, à la fois sur le plan économique et sur le plan social. Parmi les institutions sociétales, les systèmes d'éducation à tous les niveaux ont le rôle le plus critique à jouer pour produire des citoyens capables d'assumer des rôles essentiels dans tous les secteurs du marché du travail et des rangs de direction d'un pays.

RECOMMANDATION :

Le BCEI recommande que le gouvernement du Canada joue un rôle plus actif dans sa contribution au renforcement des capacités des systèmes d'éducation dans les pays en voie de développement. Les pratiques d'excellence et démarches novatrices du Canada en pédagogie, ainsi qu'en gouvernance d'établissement, peuvent être le détonateur d'un changement économique et social durable dans les pays d'intérêt.



Canadian
Bureau for
International
Education

Bureau
canadien de
l'éducation
internationale

4. Investissements dans la diplomatie du savoir au moyen d'opportunités d'apprentissage pour les Canadiens à l'étranger

Comme son Excellence, le très honorable gouverneur général du Canada, et président d'honneur du BCEI, David Johnson, l'a dit, la capacité des Canadiens à travailler ensemble et à pratiquer la diplomatie du savoir sera vitale à la réussite de notre pays. Il faut investir dans la diplomatie du savoir par la création de nouvelles occasions d'apprentissage pour les Canadiens de contribuer à l'aide technique du Canada à l'étranger. À présent, seuls 3 % des étudiants canadiens vont à l'étranger pour faire des programmes d'études internationales ou des échanges, ce qui est bien en-deçà de la moyenne de l'OCDE de ressortissants allant à l'étranger pour des occasions d'apprentissage et de perfectionnement. De nombreux autres pays, comme les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Australie et le Brésil, ont fait des études à l'étranger une priorité nationale de politique publique.

Les enjeux et difficultés de politique mondiale deviennent de plus en plus complexes et interdépendants. Le Canada a une occasion en or de procurer le leadership dont le monde a cruellement besoin grâce à ses programmes de développement à l'étranger. Les enjeux complexes de politique dégagés par Affaires mondiales Canada comme domaines prioritaires d'intervention auront nécessairement besoin d'une démarche interdisciplinaire. Le BCEI demande au gouvernement du Canada de faire intervenir les Canadiens (étudiants, chercheurs, enseignants et administrateurs d'établissements canadiens d'enseignement) pour aider à trouver des solutions étayées, résistantes, novatrices et durables aux problèmes de la vraie vie auxquels se heurtent les populations les plus vulnérables du monde.

Ces 50 dernières années, le BCEI a été le témoin direct des bienfaits de l'investissement dans les occasions d'apprentissage pour les Canadiens : de son administration de bourses de stages financées par le gouvernement pour les jeunes qui ont contribué à cultiver de jeunes Canadiens ouverts sur le monde, à l'octroi de bourses et subventions censées faciliter la collaboration en recherche entre les pays pour résoudre des difficultés locales et régionales. Le BCEI et ses membres croient fermement que le Canada est bien placé pour utiliser ses meilleurs talents afin de relever, ensemble, les difficultés mondiales les plus urgentes. Les pays partenaires bénéficient de cette collaboration et de cette interaction : les talents locaux sont formés et mis en relation avec l'économie mondiale du savoir. Le Canada en bénéficie aussi puisque ces occasions importantes d'apprentissage contribuent à développer les chefs de file de demain du Canada et à encourager leur compréhension directe de l'importance des efforts continus d'aide au développement du Canada.



Canadian
Bureau for
International
Education

Bureau
canadien de
l'éducation
internationale

RECOMMANDATION :

Le BCEI recommande que le gouvernement du Canada intègre des investissements censés créer des occasions d'apprentissage pour les chercheurs, étudiants, enseignants et personnel canadiens grâce à des mécanismes de programmes comme les bourses, subventions et stages dans le cadre de son programme global de développement à l'étranger. Le BCEI recommande notamment que tous les prochains programmes de développement mis en œuvre avec le soutien du gouvernement du Canada soient obligés d'affecter des fonds et de l'espace de programmation à l'encouragement des occasions d'apprentissage pour les Canadiens à l'étranger, en mettant la priorité sur les nouvelles occasions pour les jeunes Canadiens.

Conclusion

Le BCEI apprécie avoir l'occasion de s'exprimer dans le cadre de cet examen de la politique d'aide internationale du Canada. Si nous faisons preuve explicitement d'un engagement stratégique envers l'éducation, et soutenons ainsi les programmes novateurs d'investissement en éducation dans le développement et les nouvelles occasions d'apprentissage pour les Canadiens dans le cadre du recadrage des priorités de développement du Canada, le BCEI pense que le Canada pourra exploiter l'une de ses forces bien à lui, son système d'éducation de qualité, pour renforcer les retombées et la durabilité des investissements d'aide du Canada.



Canadian Bureau for International Education
Bureau canadien de l'éducation internationale

ANNEXE A: ÉTABLISSEMENTS MEMBRES DU BCEI

Alberta

Calgary Board of Education
Concordia University College of Alberta
Edmonton Public Schools
Grant MacEwan University
Lakeland College
Lethbridge College
Medicine Hat College
Mount Royal University
NorQuest College
Northern Alberta Institute of Technology
Olds College
Red Deer College
Southern Alberta Institute of Technology
University of Alberta
University of Calgary
University of Lethbridge

Colombie-Britannique

British Columbia Institute of Technology
Camosun College
Capilano University
College of New Caledonia
College of the Rockies
Coquitlam School District
Douglas College
Emily Carr University of Art and Design
Fraser International College
Kwantlen Polytechnic University
Langara College
North Island College
Okanagan College
Quest University Canada
Royal Roads University
Selkirk College
Simon Fraser University
Surrey School Board
Thompson Rivers University

University of the Fraser Valley
University of British Columbia
University of Northern British Columbia
University of Victoria
Vancouver Community College
Vancouver Island University

Manitoba

Assiniboine Community College
Brandon University
International College of Manitoba
Manitoba Institute of Trades and Technology
Red River College
Université de Saint-Boniface
University of Manitoba
University of Winnipeg

Nouveau-Brunswick

Mount Allison University
New Brunswick Community College
St. Thomas University
Université de Moncton
University of New Brunswick

Terre-Neuve et Labrador

College of the North Atlantic
Memorial University of Newfoundland

Nouvelle-Écosse

Acadia University
Cape Breton University
Dalhousie University
Mount Saint Vincent University
Nova Scotia College of Art and Design
Nova Scotia Community College
Saint Mary's University



Canadian Bureau for International Education
Bureau canadien de l'éducation internationale

Île du Prince-Édouard

University of Prince Edward Island

Ontario

Algoma University

Algonquin College of Applied Arts and Technology

Brock University

Cambrian College

Canadore College

Carleton University

Centennial College

Collège Boréal

Conestoga College

Confederation College

Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario

Durham College

Fanshawe College

George Brown College

Georgian College

Hanson International Academy

Humber Institute of Technology and Advanced Learning

La Cité collégiale

Lakehead University

Lambton College

Laurentian University / Université Laurentienne

Loyalist College

McMaster University

Mohawk College of Applied Arts and Technology

Niagara College

Nipissing University

Northern College

Ottawa-Carleton District School Board & OCENET

Ontario College of Art and Design University

Queen's University

Ryerson University

Sault College

Seneca College of Applied Arts and Technology

Sheridan College

Sir Sandford Fleming College

St. Clair College

St. Lawrence College

Thames Valley District School Board

Toronto District School Board

Trent University

University of Guelph

University of Ontario Institute of Technology

University of Ottawa / Université d'Ottawa

University of Toronto

University of Windsor

University of Waterloo

Waterloo Catholic District School Board

Western University

Wilfrid Laurier University

Windsor Essex Catholic District School Board

York University

Québec

Bishop's University

Cégep André Laurendeau

Cégep Gérard-Godin

Cégep Heritage College

Cégep John Abbott College

Collège de Bois-de-Boulogne

Collège LaSalle College

Collège Montmorency

Concordia University

École de technologie supérieure

École Polytechnique de Montréal

HEC Montréal

Institut national de la recherche scientifique

Lester B. Pearson School Board

McGill University

Université de Montréal



Canadian Bureau for
International Education

Bureau
canadien de
l'éducation
internationale

Université de Sherbrooke
Université du Québec à Montréal
Université du Québec à Trois-Rivières
Université du Québec en Outaouais
Université Laval

Saskatchewan
Saskatchewan Polytechnic
University of Regina
University of Saskatchewan



ANNEXE B : Concertations avec les membres du BCEI – Grandes idées

La section qui suit résume les grandes réflexions des chercheurs et praticiens d'expérience des établissements du BCEI dans chaque domaine stratégique de développement.

1. Santé et droits des femmes et des enfants

Exploitant notre promesse d'adopter une démarche féministe et de soutenir l'objectif d'égalité entre les genres du Programme à l'horizon 2030, où le Canada devrait-il concentrer ses efforts d'entraide internationale en la matière? Comment le Canada peut-il exploiter les opportunités de faire preuve d'un leadership nouveau ou maintenu en matière d'autonomisation des femmes et d'égalité entre les sexes?

- Le Canada a une occasion en or de faire preuve de leadership en autonomisation des femmes et égalité entre les sexes dans le secteur de l'éducation, notamment pour l'accès à l'instruction, la création du cursus scolaire et le renforcement des capacités de la direction dans le système.
- Assurer l'accès à l'instruction de base ne suffit pas. Le Canada doit ouvrir l'accès des femmes aux études supérieures, surtout des femmes de communautés marginalisées pour contribuer à l'autonomisation économique des femmes. Cette initiative aurait besoin d'un effort ciblé pour atteindre ces communautés marginalisées et créer des passerelles concrètes ouvrant l'accès aux études supérieures.
- L'expérience des établissements d'enseignement dans leurs efforts de développement ont dégagé le besoin de se concentrer sur l'éducation comme première étape pour assurer la santé et les droits des femmes et des enfants. Les interventions de soins de santé auront des retombées minimales sur les communautés marginalisées si ces communautés ne sont pas éduquées sur les bienfaits de l'accès aux soins de santé. Ainsi, les investissements de développement en la matière doivent nécessairement adopter une approche transdisciplinaire et plus holistique/intégrée.

De quelle façon les efforts du Canada envers le bien-être et l'autonomisation bénéficient-ils mieux aux enfants et aux jeunes, y compris dans le secteur de l'éducation?

- La création de projets doit nécessairement avoir lieu en collaboration étroite avec des communautés partenaires, encourageant ainsi l'émancipation de ces communautés en programmes/partenariats. Le fait que le programme soit créé localement permet l'incorporation des commentaires de la communauté à la phase de création du programme et sert à renforcer l'adhésion des partenaires locaux à la phase de mise en œuvre pour avoir de la rétroaction et des activités de soutien.
- Les efforts du Canada à encourager le bien-être et l'autonomisation bénéficieront encore plus aux enfants et aux jeunes quand tous les membres de la communauté participeront à cet effort, au lieu de simplement entreprendre un programme avec le concours des aînés et dirigeants de la communauté. La participation de tous les membres de la communauté, y compris des enfants et des jeunes, est vitale si l'on veut obtenir les pleines retombées de l'investissement canadien en développement.



- Il est important de veiller à ce que les décisions sur les programmes et leur contenu soient étayées par des données probantes sur les communautés locales, ce qui contribue à confirmer que les investissements du Canada atteignent bien les populations de jeunes les plus vulnérables à l'étranger.
- La création de programmes en éducation se concentre depuis longtemps sur les projets portant sur le système d'écoles publiques. Cette approche a laissé à la traîne de nombreux enfants et jeunes. Les programmes doivent désormais aussi capturer les enfants et les jeunes qui ne sont pas déjà inscrits dans le système scolaire.
- Les investissements en éducation doivent être mis en contexte dans la communauté locale pour garantir des retombées durables. Cela veut dire que les investissements en éducation ne peuvent pas simplement être placés là sans engagement envers l'infrastructure nécessaire pour bénéficier de l'investissement et les aides communautaires pour faciliter la participation des enfants et des jeunes aux programmes d'éducation. Ces investissements ont besoin d'une longue présence dans le pays et d'un engagement envers le programme.
- Le Canada a une occasion en or de renforcer les capacités dans les écoles secondaires locales, à la fois dans ces programmes ciblant les étudiants, ainsi que ceux ciblant les enseignants et chefs de file communautaires. D'un point de vue pédagogique, les investissements en laboratoires et salles de classe progressives ont le potentiel d'être transformateurs. L'aide du Canada doit cibler les lacunes au secondaire, surtout dans les domaines STGM et interventions visant l'approfondissement des compétences de raisonnement critique.
- Nous avons aussi besoin d'investir dans le renforcement des capacités des établissements pour veiller à la capacité de récepteur des programmes canadiens à l'échelle des établissements partenaires et des systèmes d'éducation.
- Des fonds canadiens visant l'établissement de l'infrastructure nécessaire pour aider les étudiants à aller à l'école amélioreraient considérablement l'accès à l'éducation.

Quel rôle stratégique le Canada joue-t-il dans les progrès des ODD de santé pour améliorer la santé des femmes et des filles, y compris des adolescentes, et notamment leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs?

- Les programmes canadiens doivent prendre en compte et utiliser les réalités culturelles et traditions des communautés locales, notamment des communautés rurales, dans le cadre de la création de programmes, afin que les femmes et les filles puissent avoir accès aux interventions et puissent en profiter. Les obstacles à l'accès peuvent être minimisés et détruits au moyen d'efforts d'éducation appropriés dans les communautés afin de bâtir de nouvelles connaissances et d'encourager une plus grande compréhension sur les enjeux de santé et les options qui s'ouvrent pour promouvoir et améliorer la santé des femmes et des filles.
- Les efforts d'éducation et de sensibilisation dans le cadre des programmes de développement dans les communautés locales censés améliorer la santé des femmes et des filles doivent faire intervenir de la



sensibilisation et de l'éducation ciblée pour les hommes et les garçons de ces communautés, en plus des femmes et des filles.

2. Croissance économique propre et changements climatiques

Où le Canada a-t-il ajouté de la valeur au moment de promouvoir une croissance économique propre et durable?

- Le Canada, ses provinces et ses territoires, ont de l'expérience de la promotion des moyens de subsistance durables et de la résilience climatique grâce à des technologies d'énergie propre et de recyclage, souvent à l'échelle du système. Différents mécanismes et programmes de subventions pour les organisations, particuliers et familles ont eu des retombées solides sur nos communautés canadiennes. Les établissements d'enseignement, le gouvernement et le secteur privé sont en mesure de fournir l'aide nécessaire en progrès technologiques.
- La gestion des ressources naturelles est essentielle à la stabilité économique d'un pays et le dossier intérieur du Canada en gestion des ressources naturelles peut informer les politiques et processus dans les pays en voie de développement.
- L'engagement du Canada envers la gestion durable des forêts veille à la santé des forêts du pays, aujourd'hui et pour les générations à venir. Les pratiques d'excellence de gestion durable guident les pratiques forestières de façon à avoir de l'eau propre et des terrains propices à une nouvelle culture quand la récolte sera terminée. Ces pratiques sont utiles dans le contexte du développement et doivent être prises en compte dans les prochains programmes censés promouvoir la croissance économique et les changements climatiques propres à l'étranger.
- Les établissements et organismes non gouvernementaux canadiens font constamment des travaux de recherche et travaillent à la création de moyens de subsistance sains, vibrants et durables dans les communautés côtières où la pêche est une source durable et concrète d'emploi. Ces organismes et les travaux de recherche qu'ils produisent doivent être utilisés dans les programmes de développement censés créer des occasions d'emploi dans le contexte des communautés côtières.
- Au Canada, les technologies d'énergie solaire sont devenues une forme favorite de technologie d'énergie renouvelable en raison de plusieurs facteurs sociaux et économiques, y compris le besoin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de déréglementation et de restructuration des sociétés productrices d'électricité. Ces technologies pourraient potentiellement être utiles dans le contexte des pays en voie de développement.

De quelle façon le Canada peut-il aider les pays en voie de développement à atténuer et à s'adapter aux changements climatiques?

- Les pays en voie de développement font souvent face à des difficultés de changements climatiques en raison de la taille de leur population et de leur dépendance aux sources d'énergie polluantes. Les



interventions doivent être moins motivées idéologiquement et plutôt basées sur des données empiriques que les collèges et universités du Canada sont bien équipés pour donner. De vastes partenariats stratégiques (les recherches et opportunités de financement en STGM, par exemple) peuvent servir à renforcer les capacités des organisations, établissements et pouvoirs publics des pays en voie de développement. Il est important de ne pas négliger les petites communautés qui pourraient manquer d'infrastructure. Les retombées cumulatives de petites solutions dans les communautés ont le potentiel d'avoir des retombées très positives sur les changements climatiques.

- Le Canada a la plus longue ligne côtière dans l'Arctique, qui est aussi une grande zone d'inquiétude dans le monde. Cet enjeu politique a le potentiel de lier les considérations et solutions stratégiques étrangères et intérieures.
- Le Canada doit encourager le renforcement des capacités dans les zones de conservation au moyen de différents mécanismes efficaces : l'éducation à distance, les occasions d'études à l'étranger pour les étudiants et chercheurs canadiens, l'intervention des jeunes à l'étranger pour engendrer une croissance économique durable, etc. Ces mécanismes et interventions ont le potentiel d'être transformateurs, encourageant la création d'entreprise, la formation, la gestion des ressources, l'adaptabilité et la résilience en réaction à l'évolution des climats, exploitant le potentiel de technologie de l'information et de communication, des applications mobiles et nouvelles technologies, entre autres.

Existe-t-il des niches au sein du climat et de l'environnement (eau, biodiversité, utilisation des terres, agriculture, énergie, etc.) où le Canada pourrait davantage concentrer son entraide internationale?

- En s'intéressant de plus en plus à l'auto-gouvernance indigène et à l'administration et au développement des ressources, les collèges et universités sont particulièrement bien placés pour faire intervenir les jeunes et les populations indigènes du Canada et de l'étranger.
- L'aide internationale canadienne doit se concentrer sur le renforcement de la base de ressources, en insistant notamment sur l'industrie minière, la pêche, la foresterie, l'énergie propre et les technologies de recyclage, notamment dans les régions du Nord. Le Canada peut aussi jouer un rôle dans la promotion d'une plus grande collaboration Sud/Sud.
- Dans certains pays africains, le manque de capacité de gestion des ressources côtières a eu des répercussions négatives sur la santé des communautés. Le Canada a beaucoup à offrir en la matière. Avec la pêche et les océans et les changements climatiques, les adaptations côtières sont liées à la politique intérieure sur la ligne côtière canadienne.
- Pendant tous les programmes de développement, le Canada doit promouvoir et trouver des façons d'ajouter des rôles présentant plus de leadership pour les femmes, notamment, dans les domaines du climat et de l'environnement.



3. Gouvernance, pluralisme, diversité et droits de la personne

Comment le Canada peut mettre en œuvre l'objectif 16 de l'Agenda 2030 - promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives, l'accès à la justice pour tous, et bâtir des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux ?

- Le Canada a besoin de continuer à faire preuve de leadership et à en procurer dans des programmes qui portent sur les enjeux de gouvernance, de pluralisme, de diversité et de droits de la personne. L'expérience canadienne est tout à fait particulière en termes mondiaux et il n'y a jamais eu de moment plus critique à l'international pour le leadership canadien dans ce domaine.
- En plus de programmes ciblés dans le domaine de la gouvernance dans le cadre de l'investissement en développement à l'étranger, la gouvernance doit continuer à être un thème transversal en programme de développement puisqu'elle sert ainsi à imprégner tous les niveaux d'aide technique. Les efforts de développement ne doivent pas s'ancrer au niveau des programmes individuels à moins que la gouvernance ne soit aussi réglée en tandem. Par exemple, la formation d'enseignants et de dirigeants d'établissement sera plus réussie pour ce qui est des retombées et de la durabilité des résultats si cette formation comprend des éléments de gouvernance et de renforcement des capacités des établissements.
- Une combinaison de démarches d'amont en aval et d'aval en amont est nécessaire pour une réforme réussie et durable de gouvernance dans le contexte d'autres pays.

De quelle façon le Canada peut-il promouvoir l'inclusion, faire avancer le respect de la diversité et maintenir les droits de la personne?

- Le Canada peut promouvoir l'inclusion, faire avancer le respect pour la diversité et respecter les droits de la personne en encourageant la participation des étudiants sur les campus et en créant et assurant de la formation ou des programmes sur les compétences interculturelles et la diversité. Ce sont là des opportunités fertiles pour la formation de chefs de file mondiaux de l'avenir.
- Le Canada est particulièrement bien placé pour assurer le leadership et promouvoir la diversité et le multiculturalisme sur les campus universitaires à l'étranger.
- La normalisation des droits de la personne doit être un élément essentiel du programme d'aide internationale du Canada. Les établissements canadiens d'enseignement supérieur ont un rôle important à jouer de ce côté. Il y a un certain niveau de neutralité que les universités et collèges apportent étant donné leur rôle de premier plan dans l'éducation des personnes et la direction de travaux de recherche.



Canadian Bureau for International Education
Bureau canadien de l'éducation internationale

Dans quels domaines de gouvernance l'entraide internationale du Canada peut-elle avoir le plus d'impact?

- Le Canada a un rôle de choix à jouer comme lien entre l'Ouest et le reste du monde au moment de faire avancer la gouvernance et de combler les lacunes de la participation aux droits de la personne.
- Le potentiel d'amélioration de la gouvernance est énorme dans les domaines comme la législation, l'imposition, les services sociaux etc. à l'étranger, selon les besoins et les priorités dans le contexte d'un pays.
- Les établissements canadiens d'enseignement ont beaucoup à contribuer en programme de gouvernance et renforcement des capacités d'établissements à l'étranger.
- Le Canada doit réfléchir sérieusement à l'application de démarches basées sur les droits de la personne pour ses programmes de développement international à l'avenir.
- Il y a beaucoup de possibilités de promotion continue du Canada, y compris la promotion des universités et collèges canadiens (les établissements canadiens ne sont pas bien connus dans le monde), et l'ouverture d'opportunités d'accès à de l'instruction de qualité au Canada.



4. Paix et sécurité, et répondre aux situations de crise humanitaire et aux besoins des populations déplacées

De quelles forces le Canada doit-il se servir pour répondre aux difficultés de paix et sécurité?

- Récemment, le soutien canadien à la paix et à la sécurité dans le monde a fait intervenir en grande partie le financement d'organes gouvernementaux locaux et régionaux pour qu'ils apportent des services d'aide au maintien de la paix. Le Canada pourrait efficacement les aider par de la formation et du perfectionnement. Par exemple, les Canadiens pourraient être engagés à renforcer les capacités régionales en assurant la formation et donnant de l'aide aux institutions de défense et de sécurité.
- En raison leur rôle clair et de leur nature scolaire, les universités et collèges sont en mesure de participer au processus de paix de façon que les administrations étrangères ne le peuvent pas en raison de circonstances souvent très politisées.
- L'éducation peut servir de moyen concret de contribuer au processus de paix.

De quelle façon le Canada fait-il correspondre ses efforts d'entraide internationale en paix et sécurité avec les démarches internationales, donc le Programme à l'horizon 2030?

- Notre attention ne doit pas se tourner seulement vers les plus pauvres des pays pauvres, mais aussi vers les pays à revenus moyens où la majorité des plus pauvres du monde vivent en réalité.
- L'accès à l'éducation n'est pas toujours égalitaire. L'égalité de l'accès à l'éducation dans les programmes de développement tournant autour de l'éducation doit prendre en compte cette difficulté au moment d'aider les populations et personnes vulnérables. Par exemple, lorsque l'on parle des personnes déplacées s'installant dans un nouveau pays, les personnes qui ont déjà obtenu une instruction d'un établissement prestigieux ou « d'élite » sont en mesure d'accéder à l'éducation plus facilement qu'une personne avec un titre d'un établissement inconnu, ce qui perpétue le privilège.
- Les investissements en éducation sont importants. Cependant, au moment d'ouvrir l'accès à l'éducation et à la formation grâce à des programmes de développement, il faut faire attention à la façon dont l'accès à ces opportunités est fourni, puisque dans certains cas, les particuliers accédant aux occasions d'apprentissage sont aussi les personnes motivant le conflit dans le contexte d'un pays. Il est nécessaire de réfléchir au comment, ainsi qu'aux « réalités granulaires ».
- Au moment de concevoir des programmes pour faire venir des ressortissants étrangers au Canada pour recevoir une instruction et/ou de la formation, il est important de réfléchir au risque de retirer ces talents d'un pays à un moment critique (l'« exode des cerveaux »). Les systèmes d'apprentissage mixte peuvent contribuer à atténuer l'enjeu de l'exode des cerveaux en fournissant des solutions d'instruction et de formation dans le pays. Il peut aussi s'avérer bénéfique d'exporter l'instruction



canadienne aux ressortissants étrangers dans d'autres pays grâce aux technologies modernes sur Internet.

Quels types de partenariats d'entraide internationale le Canada devrait-il chercher à obtenir pour atteindre ses objectifs de paix et sécurité?

- Au moment d'assurer l'instruction des communautés dans le monde, il est important de faire intervenir les acteurs locaux et d'obtenir leur concours.
- L'inclusion des réfugiés et des personnes déplacées dans un système d'éducation intérieure favorise l'intégration communautaire. Dans le cas de ceux qui rentrent chez eux une fois la situation de crise stable, cela crée aussi une cohorte de « bâtisseurs de nation » de demain. À ce sujet, quand ils instruisent les réfugiés et les personnes déplacées, les établissements d'enseignement supérieur participent au processus de paix. Il est vital qu'en plus de l'instruction scolaire, de l'aide linguistique et à l'intégration, ainsi que de l'aide psychologique, soit mise à disposition par ces établissements directement ou bien indirectement, en mettant les étudiants en lien à ces services de soutien.

De quelle façon le Canada peut-il mieux soutenir la protection des populations vulnérables en temps de crise et renforcer le respect des principes humanitaires?

- En plus d'accroître l'aide pour envoyer des enseignants canadiens à l'étranger, il est important d'encourager les étudiants canadiens à faire des études à l'étranger afin de créer des citoyens davantage tournés sur le monde qui peuvent participer au processus mondial de paix. Les liens public-privé, les modèles communautaires et les modèles de responsabilité sociale d'entreprise doivent être envisagés. Le secteur privé a aussi un grand rôle à jouer pour contribuer à faciliter la transition de la salle de classe au marché du travail.

Selon l'expérience intérieure sur les campus canadiens, les réflexions suivantes ont été avancées sur l'intégration des personnes déplacées à l'éducation :

- Le rôle critique que l'éducation a le potentiel de jouer dans le processus de paix souligne le besoin de mécanismes de financement des étudiants, de services d'aide de longue durée pour les étudiants, de conseils culturellement appropriés et de flexibilité des processus administratifs :
 - Les mécanismes de financement ne doivent pas se limiter à la simple aide pour les frais de scolarité, surtout étant donné la myriade d'autres coûts que les populations déplacées ont lorsqu'elles s'installent ailleurs (traduction de documents, examens TOEFL, notaires, etc.).
 - De la souplesse est nécessaire dans les procédures et processus administratifs étant donné qu'il pourrait être difficile pour les populations déplacées de respecter des exigences intransigeantes (p. ex., les universités demandent les relevés de notes officiels, mais, pour de nombreuses personnes déplacées, seule la photocopie des relevés de notes est disponible, il se peut même qu'elles n'aient pas accès à des relevés de notes du tout).



Canadian
Bureau for
International
Education

Bureau
canadien de
l'éducation
internationale

- Les personnes déplacées entrant dans des programmes d'éducation ont souvent vécu des traumatismes qui ont des répercussions sur leur capacité à faire des études. Cela doit être pris en compte dans le cadre de l'expérience d'éducation.
- Les réfugiés sont des immigrants potentiels, c'est pourquoi il est important de garder à l'esprit la complexité du processus d'immigration. Ce processus peut être difficile à naviguer pour les anglophones très instruits. Les établissements d'enseignement supérieur pourraient donner davantage d'aide aux réfugiés en donnant de la formation de certification en immigration à leur personnel.
- L'aide des établissements d'enseignement supérieur peut comprendre des clubs de conversation pilotes, des sorties et des excursions pour les étudiants et aussi leur famille. La plupart du temps, les étudiants ne s'établissent pas dans un autres pays seuls, mais plutôt avec leur famille. C'est pourquoi il faut réfléchir à des modèles novateurs de financement entre les établissements d'enseignement supérieur et les organisations communautaires pour apporter de l'aide sans se limiter à l'apport d'aide de base.
- L'aide des établissements d'enseignement supérieur doit être liée à l'aide communautaire pour une aide plus globale et facile. Les communautés peuvent intervenir en apportant de l'aide culturelle qui aide les nouveaux arrivants à s'adapter à la vie dans leur nouveau pays tout en maintenant un sentiment d'identité, dont de l'aide individuelle et de l'aide pour des programmes pilotes de première ligne, p. ex., des services d'installation, des cours d'orientation, de l'aide à l'intégration.



5. Processus

Comme complément aux idées sur les enjeux stratégiques dégagés par Affaires mondiales Canada, les membres du BCEI ont aussi fait part de commentaires généraux sur les processus liés à l'obtention et à la mise en œuvre de programmes d'aide technique et financements du gouvernement du Canada :

- Les établissements d'enseignement supérieur peuvent non seulement fournir une plate-forme canadienne constructive pour intervenir en programmes de développement canadiens mais aussi procurer une base concrète de données probantes pour prendre des décisions stratégiques et cibler les interventions et ressources canadiennes à l'étranger, ainsi que par des forums scolaires qui servent à rassembler les praticiens et experts afin de dégager les pratiques d'excellence et expériences qui peuvent être reproduites dans le contexte d'autres pays.
- Les attentes de contribution en nature et monétaires exigées pour de nombreuses propositions sont trop élevées pour de nombreux établissements d'enseignement supérieur, ce qui les empêche d'intervenir souvent dans les programmes de développement international du Canada.
- Les établissements membres recommandent que la valeur ajoutée en nature doive comprendre la propriété intellectuelle et les documents existants dont la création a requis un investissement de ressources de la part des établissements (cursus, technologie, connaissances, etc.) qui ont souvent de la valeur dans le contexte du développement.
- Le processus actuel de propositions spontanées place un lourd fardeau sur les établissements membres puisqu'il n'y a presque pas de place pour intervenir auprès d'Affaires mondiales Canada au début du processus de création de la proposition. Ainsi, les établissements investissent beaucoup pour rédiger la proposition sans le bienfait du dialogue et des concertations pour veiller à avoir une proposition la plus réactive possible. Le processus de proposition spontanée bénéficierait d'une intervention plus itérative auprès d'Affaires mondiales Canada de façon à ce que les priorités et les enjeux soient éclaircis dès le début de la création de la proposition. Ainsi, les demandes de financement trouveraient réponse de façon qui réponde aux enjeux de développement rapidement tout en contribuant à minimiser le fardeau que les établissements assument pleinement pour créer une proposition spontanée en amont.
- Les partenariats locaux doivent faire l'objet de réflexions particulières sur plusieurs plans dans le cadre du processus de création de proposition, notamment pour veiller à une charge de travail gérable qui soit assez reconnue pour les employés locaux, et pour donner un formulaire de demande plus simple, directe et accessible aux partenaires locaux. En général, il faut plus de souplesse dans une démarche à réponse locale qui fasse intervenir la société civile de façon qui soit durable à la fin des activités des programmes.